

**COBALT  
BLUES**



Erik Bruyland

---

# COBALT BLUES

La sape  
d'un géant.

Congo  
1960-2020

***Racine***

Pour mes amis congolais

« Et nous serons grands et fiers lorsque nous nous approprierons tout notre passé, nous accepterons les blessures qui nous ont été infligées et ce qu'il en naquit parfois comme terribles fleurs de sel ou de pierre [...]. C'est une question essentielle : celui qui accepte son passé est maître de son avenir. »

Kamel Daoud, *Mes indépendances*, Éditions Barzakh, Alger, 2017, p. 246-247.

WWW.RACINE.BE

Enregistrez-vous sur notre site internet et nous vous enverrons régulièrement une lettre d'information sur nos nouvelles publications, ainsi que des offres exclusives.

Couverture : Studio Lannoo (Nele Reyniers)

Mise en page : Studio Lannoo en collaboration avec Keppie & Keppie

Photo de couverture : © Brian Kosnar, The Arkenstone/Mineralauctions.com

© Éditions Lannoo s.a., Tielt, 2021 et Erik Bruyland

D/2021/6852/3 - ISBN 978 23 902 5163 7 - NUR 688/692

Tous droits réservés. Aucun élément de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans une banque de données ou publié sous quelque forme que ce soit, électronique, mécanique ou de toute autre manière, sans l'accord écrit préalable de l'éditeur.

# TABLE

---

Avant-propos	7
Moments charnières	9
PARTIE I - BÉNÉDICTION & MALÉDICTION	
L'or bleu	19
Vautours au-dessus de la savane	39
Économie de cueillette	61
PARTIE II - AVENTURIERS & OPPORTUNISTES	
Jackpot minier	91
Tapis rouge	113
Cobalt Valley	135
PARTIE III - CRIME & CHÂTIMENT	
Afroblanc	167
Nokologie	205
Afrotopia	241
Congo 2026	273
Remerciements	289
Chronologie	291
Liste des abréviations	295
Références	297
Index	315



# AVANT-PROPOS

---

Les noms des localités sont ceux qui étaient en usage au moment des événements évoqués. Ce n'est qu'en 1967 que les noms de certaines localités changeront pour des raisons de retour à « l'authenticité ».

Léopoldville = Kinshasa

Élisabethville = Lubumbashi

Jadotville = Likasi

Shaba = Katanga

Zaïre = République démocratique du Congo

Union minière du Haut-Katanga (UMHK) = Gécamines

En 2015, le Katanga a été subdivisé en quatre provinces : Lualaba (Kolwezi), Haut-Katanga (Lubumbashi), Haut-Lomami (Kamina), Tanganyika (Kalemie).

Chaque chapitre est précédé d'un aperçu du contexte historique dans lequel les événements se déroulent.

*Cobalt blues* se concentre sur la Ceinture de cuivre congolaise, la riche zone minière du sud du pays, et plus particulièrement sur la ville minière de Kolwezi et sa région. Kolwezi est traditionnellement un moteur économique et détermine ainsi le cours des affaires au Congo dans son ensemble.

Le cobalt est un produit dérivé de l'extraction du minerai de cuivre qui est utilisé dans des technologies de pointe pour des applications écologiques et respectueuses du climat. C'est pour cela que je fais référence à une « Cobalt Valley », par analogie avec la Silicon Valley, la pépinière de la haute technologie.

L'extraction du cuivre a été réalisée à partir de 1906 par l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK), filiale de la Société générale de Belgique (SGB). L'UMHK a été nationalisée en 1967 et rebaptisée Gécamines (GCM).

Les chapitres sur la société minière d'État sont suivis d'un aperçu des évolutions les plus importantes de la période examinée.

À la fin du livre, le lecteur trouvera une chronologie plus complète des événements les plus importants de l'histoire du Congo, allant de l'État indépendant du Congo sous le roi Léopold II, en passant par la colonisation belge, l'in-

dépendance du Congo, le régime Mobutu (Zaïre), jusqu'à la République démocratique du Congo en 2020.

Jusqu'à preuve du contraire, les personnes mentionnées dans ce livre sont non coupables.

# MOMENTS CHARNIÈRES

---

On ne naît pas impunément au Congo. Ce livre m'a tenaillé toute ma vie. Ce fut un accouchement difficile, parce que j'y ai vécu toute mon enfance et que j'y ai dirigé l'entreprise familiale – ce que certains peuvent de nos jours interpréter comme une « participation à l'exploitation » de ce pays. Tout cela me rendait réticent. Ajoutez-y des expériences contradictoires ou paralysantes, qui me rapprochent de l'écrivain sud-africain Breyten Breytenbach lorsqu'il déclare : « Plus vous avez pris racine ici » – dans mon cas, au Congo – « moins vous osez faire de déclarations fermes ».

Alors, pourquoi écrire ce livre ? Non pas que j'aie ressenti, tel un ancien colonial nostalgique, le besoin de corriger ou de justifier quoi que ce soit. Mais parce que, quoi qu'on en pense, l'Afrique, et plus précisément le Congo au cœur de ce continent, déterminera aussi l'avenir de l'Europe. Ceux qui croient que les évolutions en Afrique auront un impact négligeable sur l'Europe, qui regardent ailleurs – comme nous l'avons fait dans les années 1990, lorsque notre attention s'est portée presque exclusivement sur l'ouverture de l'ancien bloc de l'Est, puis plus loin sur la Chine –, se méprennent. La croissance démographique dans le monde est là, à nos portes : plus de 70 % du milliard d'Africains qui vivent au sud du Sahara ont moins de 30 ans. C'est une réalité incontournable.

L'Europe deviendra-t-elle la bouée de sauvetage d'encre plus de naufragés africains, pendant que les Chinois mettent la main sur les éléments décisifs de notre économie dans ce qui pourrait devenir leur arrière-cour eurasiennne en raison des changements géopolitiques à la suite de la crise du coronavirus de 2020<sup>1</sup> ? Ou bien allons-nous, Européens, saisir les opportunités à venir de coopération que l'Afrique aura à offrir, afin de ne pas sombrer à terme dans une position de dépendance totale vis-à-vis des géants chinois qui contrôlent la chaîne des matières premières du cobalt, du lithium, du germanium, etc., nécessaires aux technologies du XXI<sup>e</sup> siècle ? Tous ces minéraux essentiels aux nouvelles technologies vertes, nous les contrôlions il y a quelques décennies.

Notre politique africaine a rarement ou jamais témoigné d'une vision à long terme. Aujourd'hui, au lieu de développer une géopolitique eurafricaine audacieuse, nous risquons de nous enliser dans le nombrilisme et des réflexes de pé-

nitence. Ces raisons m'ont poussé à confier mes réflexions et à remémorer les souvenirs pourtant pénibles d'un passé sombre qui ont bloqué ce récit pendant des années : des images d'une foule lançant des pierres aux cris de « sales Belges ! » ; l'incursion de cohortes militaires en armes qui avaient emporté mon père couvert de sang, les menottes aux poignets ; notre fuite du Katanga, escortés de mercenaires sud-africains ; ou la vue de notre usine pillée après l'incursion d'anciens gendarmes katangais pendant les guerres du Shaba de 1977 et 1978. Ces alluvions ont étouffé pendant des années toute tentative de relater ce passé congolais.

Bien sûr, il y avait aussi des tableaux réconfortants, comme mon souvenir proustien de l'odeur du « Nescafé » quand j'étais enfant sur la plantation d'un fermier congolais avant l'indépendance ; la participation à « *l'indépendance cha-cha* » du 30 juin 1960 sur la terrasse de la pâtisserie Valcke dans mon Kolwezi natal ; ou encore la camaraderie de scouts noirs sous les acacias lors d'un coucher de soleil ardent au-dessus de la savane. Néanmoins, quelqu'un « à moitié africain » n'en sort que rarement indemne. Et certainement pas en tant qu'« ancien colon » (même si on était encore enfant à l'époque), surtout si, comme moi, on peut, en faisant allusion à *Out of Africa* de Karen Blixen, déclamer : « J'avais une entreprise en Afrique. »

À la terrasse d'un café à Bruxelles, vous pouvez vous dire que vous n'avez rien à voir avec les bidonvilles de la cité Caroline, mais pas quand à Kolwezi, où j'ai vécu un quart de siècle, vous voyez les gens de l'autre côté de la rivière Dilala lutter pour leur survie quotidienne. Là, vous regardiez la réalité en face. Après mon retour d'Afrique en 1984, j'ai écrit, comme journaliste pour le magazine économique belge *Trends*, des centaines d'articles et des éditoriaux sur la situation économique au Congo/Zaïre. Ces analyses, réflexions d'un point de vue « non belge », allaient le plus souvent à contresens. De sorte que j'ai été plus d'une fois qualifié de « mobutiste » (un partisan de Mobutu) ou écarté comme porteur d'eau d'intérêts étrangers lorsque je dénonçais le pillage des ressources naturelles au Congo par des entreprises belges. Des instances officielles ont essayé de me faire taire par des intimidations, d'autres m'ont accablé d'assignations en justice pour me museler<sup>2</sup>.

Souvent, au-delà des écrits, on a pointé l'auteur. En tant que Blanc ayant vécu au pays, vous êtes suspect aux yeux des experts autoproclamés du Congo/Zaïre et des compatriotes affairistes qui ont profité de combines lucratives ; plus encore pour les dirigeants de Kinshasa et de Lubumbashi, car ils sentaient qu'en tant que demi-Africain, vous percez leurs manipulations et jeux chimériques.

Il y a plus de trente ans, après un énième conflit entre la Belgique et le Congo, alors encore appelé « Zaïre », j'avais écrit un éditorial intitulé « Je suis Zaïrois » dans l'hebdomadaire économique *Trends*<sup>3</sup>. Ironiquement, quelques mois plus tôt, Mobutu m'avait refusé l'accès au Zaïre<sup>4</sup>. Le courant ne passait plus entre Kinshasa et Bruxelles, le pays était en plein marasme économique et les relations privilégiées entre la Belgique et le Congo avaient été suspendues. Le Zaïrois moyen avait le sentiment – à juste titre – d'avoir été abandonné par son gouvernement ; le Belge moyen, de son côté, estimait que l'aide au développement n'était qu'un alibi et se demandait : « Mais qu'est-ce qu'on fait encore au Zaïre ? » Sur le plan économique, c'était vrai : alors que j'écrivais cet article en 1989, l'ancienne colonie ne représentait plus que 0,3 % des exportations (plus que 0,1 % en 2019). Dans cet éditorial, je m'étais concentré sur la responsabilité de la Belgique, non pas pour ce qui s'était passé pendant la période coloniale, mais pour la période postcoloniale. Voici ce que j'ai écrit :

« Le passé sous Léopold II et pendant la période coloniale appartient à l'histoire, avec ses aspects positifs et négatifs. Il vaut mieux considérer cette période controversée comme close. Voyons plutôt la période postcoloniale. On ne peut qu'en conclure que la Belgique officielle a fait des bévues à plusieurs reprises et a donné au caractère privilégié des relations un contenu bien déconcertant. »

Cette citation, qui date de 1989, résume en quelques mots le contenu de ce livre. Je veux aborder la période postcoloniale dans une perspective plus large et dépecer les relations belgo-congolaises après 1960. Pas pour me donner raison, car je n'ai jamais osé me qualifier moi-même « d'expert du Zaïre/Congo ». Simple-ment pour apporter une contribution au débat sur l'après-colonisation et la décolonisation, basée sur mon expérience.

Kolwezi est mon point d'ancrage, et *Cobalt blues*, le thème de base : la déconfiture de l'industrie minière dans la partie congolaise de la *Copperbelt*, la Ceinture de cuivre, a entraîné un affaiblissement et une débâcle pour tout le pays. Tant la Belgique que la communauté internationale ont été partie prenante dans cette tragédie.

Le cobalt est aussi appelé « l'or bleu ». Il reste essentiel pour la production de batteries dans l'état actuel de la technologie, et peut-être pour les dix, vingt prochaines années au plus, alors que plus de 60 % du cobalt continueront à

provenir du Congo pendant un certain temps encore. La Chine fait tout pour contrôler cette chaîne d'approvisionnement. Outre la fourniture de cobalt, de cuivre et d'autres métaux rares, la Chine contrôle également 80 % du marché mondial des terres rares, qui proviennent également en partie du Congo<sup>5</sup>. Ces dernières sont indispensables pour de nombreuses applications de haute technologie, allant des moteurs électriques aux ordinateurs, en passant par les téléviseurs LCD et les smartphones, l'énergie éolienne et les voyages dans l'espace. Les optimistes diront que le génie de l'Occident développera des alternatives et des techniques de recyclage efficaces, ou collectera des terres rares dans le cosmos, sur la lune et les astéroïdes. Mais l'Europe sera-t-elle parmi ces pionniers ?

Aveuglés par notre orgueil, nous avons déroulé le tapis rouge pour la Chine après le tournant du siècle, dans l'illusion que nous garderions les cerveaux et qu'ils se chargeraient de la production industrielle bon marché et polluante, y compris de l'extraction de ces terres rares. Une illustration permet d'infirmier cette illusion : le géant des équipements de télécommunications Huawei, cible de la contre-offensive de Donald Trump en 2019 dans sa guerre commerciale avec la Chine, a vendu, en 2019, 300 millions de smartphones (plus qu'Apple) pour un chiffre d'affaires annuel de 108,7 milliards d'euros. Il y a vingt ans, il ne fabriquait en tant qu'entreprise publique que des centraux téléphoniques avec l'assistance technique de Bell Telephone d'Anvers. Depuis, les fabricants européens de télécommunications tels que Nokia, Alcatel, voire Ericsson et Siemens, risquent de devenir insignifiants après des transferts de technologie en échange d'hypothétiques parts de marché. Huawei, quant à lui, est devenu le leader des applications pour l'Internet mobile super-rapide 5G, et l'entreprise est celle qui dépose le plus de brevets d'innovation au monde.

Pendant, jusqu'à la fin des années 1980, les Européens, en partie grâce aux liens historiques de la Société générale de Belgique et de sa filiale l'Union minière, le prédécesseur d'Umicore, étaient assis sur les minerais du Congo, cruciaux pour les développements technologiques de demain. Il ne fallait donc pas s'étonner que le groupe de technologie des matériaux Umicore ait signé au début de 2019 un accord d'approvisionnement à long terme d'hydroxyde de cobalt avec le géant suisse des matières premières Glencore pour sa production de matériaux pour batteries. Les anciennes mines de cobalt et de cuivre de l'Union minière du Haut-Katanga sont devenues la propriété de Glencore et de géants appartenant à l'État chinois. Tous deux sont les principaux fournisseurs de géants de la technologie comme Apple, Samsung, Huawei ou Tesla. C'est

l'ironie de l'histoire et la tragédie du *Cobalt blues* que ce qui aurait pu être une multinationale belgo-congolaise prospère doit maintenant frapper à la porte de la Chine.

Kolwezi, ma ville natale, est ainsi devenue une métaphore des bouleversements géopolitiques qui ont suivi la chute du mur de Berlin en 1989. Ce livre ne se concentre pas uniquement sur ce lieu parce qu'il est lié à mon passé personnel. Les riches gisements de Kolwezi et de ses environs ont toujours été le moteur économique, et donc décisif pour le cours des événements au Congo dans son ensemble. En même temps et à cause de cela, ils restent d'une importance géostratégique pour les acteurs dominants de la scène mondiale.

De par mon vécu africain, je cherche des réponses dans un récit personnel à la question de savoir pourquoi les matières premières congolaises si convoitées n'ont pas réussi à faire de la République démocratique du Congo (RDC) l'un des fers de lance les plus prospères de l'Afrique. Pourquoi le Congo n'a-t-il pas créé sa « Cobalt Valley » – car aussi grotesque que cette analogie avec la Silicon Valley californienne puisse paraître, il y avait là un potentiel réel !

Nombre d'écrivains, de scientifiques et de penseurs – y compris et surtout africains ! – ont cherché des explications à ce paradoxe africain : un continent si riche qui reste si pauvre. Cette question est au centre de l'ouvrage de Daron Acemoglu et de James Robinson intitulé *Prospérité, puissance et pauvreté. Pourquoi certains pays réussissent mieux que d'autres (Why Nations Fail)*<sup>6</sup>. Les concepts de ces deux économistes, qui font autorité sur l'échec des nations, ainsi que ceux de plusieurs autres voix seront longuement discutés dans ce livre (surtout dans la troisième partie). Un élément de leur explication réside dans ce qu'ils appellent « les moments critiques » de basculement, des moments charnières importants qui auraient pu pousser l'histoire – et donc l'avenir d'une nation – dans une autre direction.

Un exemple d'un tel moment charnière complètement gâché a été la privatisation au début des années 2000 de la Gécamines, la compagnie minière d'État (successeur de l'Union minière nationalisée). D'autant plus que le démantèlement de ce géant minier s'est accompagné d'un coup de grâce porté à l'État de droit congolais, un cancer qui sape le Congo/Zaïre depuis des décennies.

Les analyses d'Acemoglu et de Robinson s'accordent parfaitement avec ce que j'entends démontrer dans ce livre : que, dans l'histoire des nations, des moments historiques charnières déterminent la direction qui sera prise pendant et pour au moins une génération. En ce qui concerne l'émergence d'une nation congolaise, l'ancienne puissance colonisatrice entre inévitablement en ligne de

compte, plus particulièrement dans la façon dont elle a contribué à hypothéquer le cours des événements au Congo. Aussi et surtout après 1960.

Les Belges étaient souvent présentés par les Zaïrois comme « nos oncles ». Dans ce livre, j'examinerai les relations, souvent émotionnelles et parfois dramatiques, entre le Congo/Zaïre et son ancien colonisateur en utilisant mon propre concept : la *nokologie*, dérivé du mot lingala « *noko* », signifiant « oncle ». Il s'agit aussi bien d'appels essentiellement paternalistes à un « retour des nokos » que d'un néocolonialisme mal placé ou d'un jeu de dupes plein d'arrière-pensées et de malentendus.

Les turbulences se sont manifestées de manière plus intense à ces tournants critiques de l'histoire – non seulement pour le Congo (Zaïre), mais aussi pour l'Europe. À chaque fois, les Belges ont choisi d'abdiquer et de se désintéresser du Congo/Zaïre. C'est cet aspect de l'histoire postcoloniale que je voulais raconter depuis longtemps. Parce que l'histoire de « l'or bleu » mérite d'être connue tout autant que celle du « caoutchouc rouge » de l'État indépendant sous Léopold II.

Pendant que j'écrivais *Cobalt blues*, le débat sur la décolonisation s'était enflammé en Belgique. En 2020, il y avait des controverses autour du besoin de présenter des excuses pour notre passé colonial, sur la victimisation des Congolais (belges), à l'occasion d'agressions contre les statues de Léopold II et de prises de position dans la diaspora congolaise autour de la rénovation du Musée royal de l'Afrique centrale à Tervuren. S'y ajoutait le mouvement de protestation mondial *Black Lives Matter* agissant contre le racisme après la mort violente de l'Afro-Américain George Floyd aux États-Unis. Le roi Philippe, à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de la République démocratique du Congo, présenta des regrets historiques pour « les actes de violence et de cruauté qui ont été commis à l'époque de l'État indépendant du Congo » et pour « la période coloniale qui a également causé des souffrances et des humiliations ».

Cette déclaration a abouti à la création d'une commission parlementaire spéciale Congo/Passé colonial devant faire la clarté sur l'État indépendant du Congo et sur le passé colonial de la Belgique.

Comme ancien colonial – même pas, car je ne suis qu'un « enfant de la colonie » –, je suis censé être conscient que nous autres, Européens, en tant qu'êtres humains blancs, devons porter dans nos cellules le crime colonial pour toujours. Tant en Belgique, en tant qu'immigré dans le pays de mes ancêtres, qu'au Congo, où se trouvent mes racines, où je suis né et où j'ai grandi pendant un quart de siècle, où j'ai dirigé notre entreprise familiale, créé des emplois et payé

des impôts –, mais où je n'avais et n'ai toujours pas le droit d'avoir mon mot à dire dans les affaires du pays.

Ces pensées m'amènent aux confidences de la poétesse et militante anti-apartheid sud-africaine Antjie Krog, qui avait aussi traduit mes sentiments dans une interview quand elle avait dit : « Il y avait un monde noir en Afrique. C'était un monde différent, mais c'était un monde. Puis les Blancs sont arrivés avec leur philosophie et leur langue et ils ont brisé le monde des Noirs. Les Noirs parlaient autrefois le zoulou, aujourd'hui l'anglais. Ils avaient l'habitude de faire des sacrifices pour leurs ancêtres, maintenant ils vont à l'église. Tout leur être s'est morcelé. J'ai grandi dans un monde blanc et cohérent d'Afrika-ners. Pour la première fois de ma vie, mon monde a été émietté par les Noirs. Mais quand je vous observe ici, en Europe, je pense que, dans dix ou quinze ans, vous vivrez la même chose. Les vieux canevas que vous connaissez si bien et que vous affectionnez tant ne seront bientôt plus valables<sup>7</sup>. »

Aussi judicieuses que puissent être les palabres sur le passé colonial, elles masquent ce qui s'est passé par la suite, après l'indépendance. Ce livre s'inscrit dans la lignée de l'appel lancé par de jeunes Belges d'origine congolaise qui, à l'occasion de la série documentaire de la télévision flamande VRT, « Les Enfants de la colonisation », avaient lancé l'appel suivant : « Quand parlerons-nous enfin aussi du rôle de la Belgique au Congo après la colonisation<sup>8</sup> ? »

Les responsables politiques belges ont à l'évidence été coresponsables des déraillements postcoloniaux, mais cette période de l'histoire du Congo est devenue plus longue que ne l'a été la colonisation strictement belge : soixante ans (1960-2020), contre cinquante-deux (1908-1960) pour être précis. Plus de 85 % de la population congolaise n'ont jamais connu la colonisation. Le Congo a aussi construit sa propre histoire. Il n'est pas logique de tenir l'Europe et, surtout, la Belgique pour seuls responsables des innombrables occasions manquées au Congo. Des voix africaines se lèvent et se font entendre, qui, elles aussi, en ont assez que les considérations des Africains restent limitées à la seule culpabilité et à la victimisation pour expliquer pourquoi ce continent est à la traîne du reste du monde depuis la soixantaine d'années qui ont suivi son indépendance<sup>9</sup>.

Les questions primordiales et essentielles restent : pourquoi les nations échouent-elles ? Pourquoi le Congo a-t-il échoué ? Nous essaierons d'y répondre. En route pour Kolwezi.



PARTIE I

---

# BÉNÉDICTION & MALÉDICTION

---

« Le Congo n'est pas un pays trop grand,  
mais qui demande de la grandeur de ses dirigeants. »

---

PATRICE LUMUMBA



# L'OR BLEU

---

*La Ceinture de cuivre congolaise est considérée comme le baromètre du Congo et de la santé de son économie ; la route Lubumbashi-Kolwezi est l'épine dorsale de cette zone minérale. Ce qui se passe le long de cet axe principal reflète depuis toujours les développements politiques et économiques dans tout le Congo/Zaïre. Depuis le début du siècle, l'important centre minier de Kolwezi est devenu un symbole de l'hyperglobalisation de l'économie mondiale.*

## Lubumbashi-Kolwezi

Du début des années 1950 au milieu des années 1980, j'ai parcouru la route entre Lubumbashi et Kolwezi plusieurs centaines de fois. Aller-retour, 350 kilomètres. À travers un paysage de savane monotone avec des arbres bas, des herbes hautes, et ici et là des buttes de termitières rouges. Parfois interrompu par tout au plus une douzaine de huttes en terre rougeâtre tassée, avec un toit de boue et quelques chèvres et poules autour. Des villages de brousse le long de la route à deux voies jusqu'à la ville minière de Likasi, à peu près à mi-chemin, et qui à partir de là se prolongeait à une seule bande vers Kolwezi, mon *mukini*, où je suis né et ai grandi.

Kolwezi était le centre minier possédant le sous-sol le plus riche en cuivre et en cobalt de la *Copperbelt*, ou Ceinture de cuivre, située à la frontière sud du Congo et de l'actuelle Zambie, l'un des gisements les plus généreux au monde. La partie congolaise de la Ceinture de cuivre a été exploitée depuis 1906 par l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK), et, après sa nationalisation en 1967, par la Générale des carrières et des mines (Gécamines ou GCM). Le sous-sol de cette région d'une superficie supérieure à celle de la Belgique regorge de matières premières recherchées, telles que l'uranium, le germanium, le tungstène, le manganèse, le cuivre et le cobalt. Ce dernier - l'« or bleu » - représente plus de la moitié des réserves mondiales connues, tandis que la part du minerai de cuivre congolais est de 10 %. Le cobalt est utilisé dans les batteries rechargeables des téléphones portables, dans l'électronique, dans l'industrie aéronautique, mais aussi dans les peintures et les compléments alimentaires ; le cuivre est un

excellent conducteur de chaleur et de courant électrique et est également utilisé dans la construction. Une voiture classique contient une quinzaine de kilos de cuivre, une voiture électrique jusqu'à 60 kilos.

Depuis mes premiers souvenirs de bambin jusqu'aux années 2000, ce trajet uniforme semblait à jamais immuable. De tous côtés, quasi rien de nouveau à voir. Pourtant « Lubumbashi-Kolwezi » était l'épine dorsale du Katanga, la province la plus riche du Congo, qui à l'époque de Mobutu avait même été rebaptisée « Shaba », ce qui signifie « cuivre » en swahili. Seuls les couleurs du ciel ou le jeu des nuages permettaient une variété, selon les conditions météorologiques ou l'heure du crépuscule. Au lever et au coucher du soleil, l'horizon se transformait en une coulée de lave brillante.

Rien d'autre, toujours le même paysage. À quelques exceptions près dont je me souviens au hasard, comme un panneau bilingue oublié, avertissant en français et en néerlandais, qui a disparu à un passage à niveau à la fin des années 1970, effaçant définitivement un dernier vestige de l'époque coloniale. Ou lorsque, une vingtaine d'années plus tard, le gigantesque affichage « Objectif 80 », qui apparaissait dans un virage de la route près de Kambove, était également tombé dans l'oubli après s'être écaillé durant des années.

Jusqu'à l'effondrement des prix du cuivre au milieu des années 1970, alors qu'au même moment, le déclin du Zaïre commençait avec le dépérissement des usines et des entreprises agricoles nationalisées ayant appartenu à des étrangers – la révolution mobutiste qualifiait cela de « zaïrianisation » – « le Guide » Mobutu avait cherché pendant ses jours de gloire à élever son pays du statut de pays en voie de développement à celui de nation industrielle à part entière. L'année 1980 était la date cible. Le chanteur de charme zaïrois Tabu Ley Rochereau a immortalisé cette ambition, « Objectif 80 », sur un disque vinyle légendaire.

Non seulement la cour de Mobutu avait applaudi, mais même l'hebdomadaire américain *Newsweek* s'était extasié, mettant Mobutu en couverture en titrant *The Zaïre Experiment* :

« Mobutu marque des points avec l'une des expériences les plus fascinantes d'Afrique qui met littéralement le Zaïre sur la carte et fait de ce pays la plus importante puissance noire du continent, après le Nigeria. [...] Même dans l'hypothèse improbable où Mobutu serait renversé à court terme, ses réalisations ne seront pas facilement oubliées. Il a rassemblé plusieurs centaines de tribus très différentes en une seule nation et lancé une expérience audacieuse à partir de laquelle il a forgé une identité unique pour son peuple, une

identité qui s'inspire à la fois du monde moderne et industrialisé et du monde des ancêtres<sup>1</sup>. »

Je me souviens avoir vu à peu près à la même époque la couverture de l'hebdomadaire *Jeune Afrique* dans la salle d'attente du directeur de la Banque commerciale du Zaïre à Lubumbashi. La photo de couverture était une vue saisissante de maisons miteuses au premier plan avec des tours modernes à l'arrière-plan. C'était une vue de Séoul, et la couverture du magazine faisait référence à la poussée phénoménale de la Corée du Sud pour sortir de la pauvreté et du sous-développement. Il est bien connu qu'au moment de son indépendance en 1960, le Congo avait un niveau de développement plus élevé que la plupart des « tigres asiatiques » qui ont suivi. Avec son « Objectif 80 », Mobutu avait voulu revenir à l'apogée du Congo, et même plus.

Dans les années 1970-1980, il y a effectivement eu une impulsion vers de grands projets. Cela se voyait tout au long du trajet Lubumbashi-Kolwezi. « *Inga-Shaba* », jalonnée de hauts pylônes tout au long du parcours, traversait le paysage solidifié : cette ligne à haute tension de 1 800 kilomètres, construite par des entreprises américaines et européennes, était la plus longue du monde.

Inga-Shaba transportait l'énergie électrique du gigantesque complexe du barrage d'Inga, situé à l'embouchure du fleuve Congo, vers les mines du Katanga. Cette alimentation électrique était devenue l'un des « éléphants blancs », ou projets mégalomanes et coûteux, à l'apogée du mobutisme, et deviendrait le plus lourd fardeau de la dette du Congo<sup>2</sup>. Mais les villages situés sous les câbles à haute tension ne recevaient pas d'électricité et l'abattage d'arbres pour fabriquer du *makala* (charbon de bois) se poursuivait sans relâche.

Avec l'approvisionnement en électricité du Bas-Congo, Mobutu voulait rendre impossible une nouvelle sécession de la « province du cuivre » du Katanga, comme cela s'est produit immédiatement après l'indépendance du Congo en 1960. En 2015, le président Joseph Kabila a divisé le Katanga en quatre petites provinces – Haut-Katanga, Haut-Lomami, Tanganyika et Lualaba – avec la même intention.

Après 2010, pour la première fois, quelque chose bougeait enfin réellement sur la route Lubumbashi-Kolwezi. La couche d'asphalte, qui s'effritait après chaque saison des pluies en formant des cratères dangereux et des flaques de boue, s'était métamorphosée en une sorte d'autoroute à voies multiples avec des postes de péage grâce au China Railway Equipment Corporation (CREC). Cependant, contrairement à ce que suggère le nom de cette entreprise d'État chinoise, le chemin de fer Lubumbashi-Kolwezi, qui aurait été la solution évi-